



Assemblée des États Parties

Distr. : générale
16 Septembre 2016

FRANÇAIS
Original : anglais

Quinzième session

La Haye, 16-24 novembre 2016

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. Le 10 mars 2013, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la quinzième session de l'Assemblée, qui doit se tenir à La Haye, du 16 au 24 novembre 2016. La période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances a couru du 18 mai au 9 août 2016.
2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.
3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.
4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :
 - a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
 - b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
 - c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
 - d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
 - e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.
5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2017 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après :
 - a) États d'Afrique, un siège ;
 - b) États d'Europe orientale, un siège ;
 - c) États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ;
 - d) États d'Europe occidentale et autres États, trois sièges.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À la date d'expiration de la période de présentation des candidatures, y compris la prolongation de la période de présentation des candidatures, le 9 août 2016, huit candidatures avaient été reçues.

10. Les huit candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (deux), du Groupe des États d'Europe orientale (deux), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), et du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (trois).

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

[Originaux : anglais/français]

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. Ćirić, Emina (Bosnie-Herzégovine)	3
2. Fernandez Opazo, Carolina (Mexique)	6
3. Lee, Urmet (Estonie)	8
4. Nsabimana, François Xavier (Burundi)	11
5. Saupe, Gerd (Allemagne)	18
6. Veneau, Richard (France)	21
7. Warren, Helen (Royaume-Uni)	24
8. Zoundi, François Marie Didier (Burkina Faso)	27

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Ćirić, Emina (Bosnie-Herzégovine)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Bosnie-Herzégovine à La Haye présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/15/SP/09 en date du 11 mars 2016, a l'honneur de l'informer que la Bosnie-Herzégovine a décidé de proposer la candidature de Mme Emina Ćirić lors de l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale qui doit avoir lieu à la quinzième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye du 16 au 24 novembre 2016.

Mme Emina Ćirić est Conseillère principale aux affaires juridiques du Service du budget au sein du Ministère des finances et du Trésor de Bosnie-Herzégovine. Son curriculum vitae est joint à la présente note.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Prénom et nom : Emina Ćirić
 Date et lieu de naissance : Travnik, 8 janvier 1975
 Nationalité : Bosnie-Herzégovine

Formation

- Faculté de droit, Université de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine
- Période : 1996-1999
- Maîtrise, Université de Sarajevo, Faculté de droit

Autres formations et séminaires

- Séminaires – formations TCI
- Concours de la haute fonction publique
- Responsable de la conformité du système de qualité ISO 9001 : 2000

Expérience professionnelle

Depuis 2009 Ministère des finances et du Trésor de Bosnie-Herzégovine, Conseillère principale aux affaires juridiques du Service du budget

- Exécution des tâches les plus complexes nécessitant le plus haut degré d'expertise, de responsabilités et d'indépendance ;
- Préparation des textes de loi, autres règlements et actes juridiques d'ordre général dans le cadre des activités du service, rédaction d'avis, de propositions et participation à la préparation d'informations, d'analyses et d'autres données relatives au budget ;
- Préparation des avis relatifs aux projets et aux propositions de conventions, d'accords et de traités internationaux, de lois, de décisions, de règlement, d'informations et de tout autre acte pris par le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine en lien avec les aspects financiers de leur mise en œuvre ;
- Préparation de différentes correspondances relevant du champ d'application des activités opérationnelles du Ministère des finances, notamment du Service du budget ;

- Rédaction d'avis juridiques relatifs aux réglementations juridiques dans le domaine budgétaire ;
- Participation aux groupes de travail multidisciplinaires et préparation des documents relevant de la compétence de plusieurs ministères et de questions systémiques d'ordre général ;
- Participation aux groupes de travail et aux comités du Ministère des finances et d'autres services.

2005 - 2009 Institut de contrôle des médicaments de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Avocate/Experte juridique

- Contrôle de la législation dans le domaine de la sécurité des médicaments (sur le plan national, européen et international) ;
- Responsable de la mise en œuvre des obligations légales dans les domaines des affaires générales, des ressources humaines et des affaires juridiques ;
- Contrôle et analyse des réglementations dans le domaine de la santé, notamment s'agissant de la fabrication, du contrôle de qualité et de la distribution des médicaments destinés à la consommation ;
- Conseil et formulation de commentaires sur les lois et réglementations relatives aux médicaments et sur toute autre loi relevant de la compétence de l'Institut, aussi bien pour les projets que pour les amendements ;
- Archivage et gestion administrative ;
- Préparation des contrats et des accords régissant les relations commerciales avec les tierces parties ainsi que tout autre document destiné aux autorités, aux institutions et aux autres entités juridiques compétentes ;
- Développement et préparation pour examen et adoption des Statuts de l'Institut, de son Règlement de procédure et d'autres textes généraux adoptés par le Conseil de gouvernance et le Directeur de l'Institut ;
- Élaboration des procédures de contrôle interne ;
- Élaboration des plans de travail et des rapports ;
- Contrôle de la conformité des travaux : organisation et application des lois et des réglementations par l'Institut ;
- Suivi et participation active dans la procédure de passation de marché pour les équipements et le matériel ;
- Responsable de la conformité juridique des travaux du Conseil de gouvernance de l'Institut.

2000 - 2005 Hydrogradnja Inc. Sarajevo, Avocate/Experte juridique

- Affaires juridiques (participation à la rédaction des instruments normatifs)
- Missions dans le domaine du droit du travail
- Questions relatives à la propriété (résolution d'affaires juridiques dans tous les domaines de l'entreprise)
- Contrats (préparation et rédaction de différents types de contrats)

Autres engagements professionnels

- Membre de la Commission de mise en œuvre des activités relatives à l'harmonisation des statuts de l'entreprise avec le droit des sociétés.
- Membre de l'Institut de contrôle des médicaments de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.
- Membre du Groupe d'experts pour le développement d'une proposition globale relative à l'application et à la mise en œuvre de l'Accord sur le statut des forces (OTAN).

Compétences informatiques

MS Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Office), Adobe Acrobat, Internet Explorer, Outlook Express.

Compétences linguistiques

- Anglais :
 - Lu Très bonne maîtrise
 - Écrit Très bonne maîtrise
 - Parlé Très bonne maîtrise
- Njamacki :
 - Lu Très bonne maîtrise
 - Écrit Très bonne maîtrise
 - Parlé Bonne maîtrise

Autres compétences

- Communication,
- Travail d'équipe,
- Flexibilité,
- Organisation,
- Énergique,
- Dynamique,
- Volonté d'exécuter les tâches de façon efficace et qualitative.

2. Fernández Opazo, Carolina María (Mexique)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Mexique présente ses compliments au Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, S.E. M. le Ministre Sidiki Kaba, et a l'honneur de se référer à la note ICC-ASP/15/SP/09 du 11 mars 2016, relative aux résolutions et à la procédure de présentation des candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances (CBF) de l'Assemblée des États Parties, en vue des élections qui se tiendront au cours de la 15e Assemblée des États Parties (16 au 24 novembre 2016).

À cet égard, l'Ambassade du Mexique souhaite communiquer que le Gouvernement des États-Unis du Mexique a décidé de présenter pour un nouveau mandat la candidature de Mme Carolina Maria Fernandez Opazo, dont le curriculum vitae est joint en annexe de la présente note.

Mme Fernandez Opazo est fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères. Le poste qu'elle occupe actuellement en tant que Directrice des affaires financières au sein de la Direction générale de l'Organisation des Nations Unies illustre sa grande connaissance et son expertise des procédures et du fonctionnement de nombreuses organisations internationales dont le Mexique est membre.

Mme Fernandez Opazo remplit les qualités requises au paragraphe 2 de la résolution ICCASP/1/Res.4 (tel qu'amendé) portant création du CBF, dans la mesure où elle est ressortissante d'un pays (Mexique) appartenant à une région qui pourrait être sous-représentée si aucun ressortissant de cette région n'était élu. Outre les caractéristiques de sa compétence indiquées dans le paragraphe précédent, Mme Fernandez Opazo satisfait pleinement à l'obligation d'être un expert financier reconnu et réputé, dans la mesure où elle siège actuellement au sein du CBF, son mandat arrivant à son terme le 20 avril 2017.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

- Mme Carolina Maria Fernandez Opazo (Mexique) est née à Kingston (Jamaïque), en décembre 1972.
- Elle est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Universidad de las Américas, à Puebla (Mexique).
- Elle a également suivi des études d'administration à l'Universidad de las Américas, à Puebla, et d'économie à l'Universidad Católica Boliviana, à La Paz (Bolivie).
- Mme Fernandez Opazo est mariée et a deux enfants.

Expérience professionnelle

Mme Fernandez Opazo a occupé divers postes au Ministère des affaires étrangères, tous dans le domaine multilatéral :

- Directrice des affaires financières, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2007 à ce jour.
- Directrice adjointe des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2000 à octobre 2007.
- Conseillère du Directeur général pour les affaires du système des Nations Unies, janvier 2000 à octobre 2000.
- Analyste chargée des candidatures et des affaires politiques, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, avril 1999 à décembre 1999.

Principales activités

- Experte au sein du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (avril 2007 à ce jour). Elle préside le Comité depuis 2014.
- Experte au sein de la Commission financière de la Cour permanente d'arbitrage. Elle a présidé la Commission au cours de l'année 2015.
- Participation aux négociations relatives au budget ordinaire des Nations Unies, au barème des quotes-parts et aux opérations de maintien de la paix de 2003 à ce jour.
- Membre de la délégation du Mexique ayant participé à la première Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes (août 2015).
- Secrétaire technique pour l'évaluation de la participation du Mexique aux organisations internationales (décembre 2006 à mai 2007).
- Négociatrice principale de la délégation mexicaine concernant le processus d'établissement du barème des quotes-parts à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2009 (mars à décembre 2006).
- Responsable du groupe spécialisé du Ministère des affaires étrangères du Mexique concernant le barème des quotes-parts aux organisations internationales (janvier 2016).
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (octobre 2001 à décembre 2002).
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (décembre 2000 à octobre 2001).

Congrès

- Colloque sur le thème « Mettre en place le système financier du 21^e siècle : les enjeux principaux pour l'Amérique latine et les États-Unis » (Building the Financial System of the 21st Century: An Agenda for Latin America and the United States). Faculté de droit de Harvard, novembre 2014.
- Congrès national de la jeunesse sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance connexe. Organisatrice, juin 2001.
- Atelier régional sur la coopération judiciaire en matière pénale dans la lutte contre la drogue et la criminalité organisée. Organisatrice, juin 2000.
- Congrès national de la jeunesse sur l'Assemblée du Millénaire. Organisatrice, mai 2000.
- Réunion régionale de haut niveau sur le thème « Vers un système financier international plus stable et plus prévisible : les liens sociaux ». Organisatrice, septembre 1999.

Compétences linguistiques

Mme Fernandez Opazo parle couramment l'espagnol et l'anglais et a des connaissances d'italien et de français.

3. Lee, Urmet (Estonie)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République d'Estonie au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments aux Missions permanentes des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de leur faire savoir ce qui suit.

Le Gouvernement de la République d'Estonie sollicite les États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale afin qu'ils soutiennent la candidature de M. Urmet Lee de la République d'Estonie lors des élections au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale qui se tiendront à La Haye, du 16 au 24 novembre 2016, à l'occasion de la quinzième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Veuillez trouver ci-joint le curriculum vitae de M. Urmet Lee.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Urmet Lee

Formation

09/2011 – 08/2013: Hertie School of Governance, Berlin : Maîtrise en administration publique :

- Sujet de mémoire : « Aperçu des organes suprêmes d'audit de l'Union européenne : efficacité de la gestion de la performance visant à une mise en œuvre de l'imputabilité dans la gouvernance fiscale ».

01/2000 - 05/2000: Université de Helsinki :

- Étudiant invité au Département des sciences politiques.

1993-1997 University of Tartu: Faculty of Social Sciences, Department of Public Administration :

- *Baccalaureus artium* en administration publique, matière secondaire : sciences politiques ;
- Dont une année d'étude à l'Université de Aarhus, Danemark (1995/1996).

1990-1993: Études secondaires : Tartu Secondary School No 5 :

- Mention : silver medal.

Expérience professionnelle

Fonctions en cours

03/2016: Cour des comptes (Estonie) : Directeur du développement :

Principales fonctions : direction du département chargé du développement (11 personnes), planification et mise en œuvre des projets de développement de la Cour des comptes, soutien aux départements chargés de l'audit en matière de méthodologie et de normes, organisation du recrutement des experts externes, planification et mise en œuvre des relations publiques de la Cour des comptes et planification et mise en œuvre des relations extérieures de la Cour des comptes.

08/2015: Représentant intérimaire de la Cour des comptes auprès du Comité de surveillance du financement des partis politiques :

Principales fonctions : Le Comité est chargé de veiller à l'application des obligations financières des partis politiques estoniens. La principale tâche du Comité est de s'assurer que les partis ne collectent pas et n'utilisent pas de fonds provenant de sources illégales.

01/2015: Membre du Conseil statistique estonien :

Principale fonction : conseil aux organismes réalisant des études statistiques officielles (Office statistique estonien, Banque d'Estonie, par exemple) sur la compilation des programmes statistiques officiels.

Fonctions antérieures

08/2014 – 02/2016: Cour des comptes, Estonie : Conseiller auprès de l'auditeur général :

Principales fonctions : conseil stratégique et sur des questions institutionnelles ainsi que sur des sujets relatifs à l'audit, préparation des plans d'audit de la Cour des comptes estonienne, préparation du rapport annuel de la Cour des comptes estonienne présenté au Parlement, relations internationales.

09/2006 – 08/2014: Cour des comptes, Estonie : Auditeur, Département de l'audit de performance :

Principales activités : planification et mise en œuvre des audits de performance dans les domaines des finances publiques et des politiques économiques, gestion des relations avec les membres du Parlement (Riigikogu) ainsi qu'avec les entités auditées et le grand public, planification du parcours professionnel des auditeurs sous ma supervision, participation à l'élaboration de la méthodologie au sein de la Cour des comptes estonienne et mise en place de programmes de formation internes.

Exemple des rapports d'audits rédigés sous ma supervision :

- 2014 Impact des mesures de soutien à l'innovation sur la compétitivité des entreprises
- 2011 Organisation de l'évaluation de l'impact des actes juridiques
- 2010 Impact du soutien de l'État aux entreprises dans la compétitivité de l'économie estonienne
- 2009 Activités du Conseil des impôts et des douanes sur le traitement et la collecte des arriérés d'impôts
- 2008 Activités du Ministère des finances dans le développement de principes budgétaires
- 2007 Pertinence des statistiques officielles et efficacité de la collecte des données

Autres fonctions antérieures

Milieu universitaire

12/1999: Institut de la fonction publique estonien, matière : « L'éthique dans la fonction publique » : conférencier.

1998: Université de Tartu : Faculté des sciences sociales, Département de l'administration publique : Professeur adjoint : « Administration publique » et « Éthique ».

Secteur privé

09/2004 - 06/2006: Centre PRAXIS pour les études politiques : Directeur général :

Principales fonctions : J'ai dirigé le plus important et le plus ancien groupe de réflexion en Estonie. À ce titre, j'étais chargé de la

planification stratégique pour le développement de l'institution, de l'organisation de la collecte de fonds, de la gestion des relations avec les bailleurs, le milieu universitaire, les hommes politiques et les représentants du gouvernement, de l'élaboration du programme de recherche annuel, de la mise en œuvre des systèmes de contrôle de qualité relatifs aux études et aux analyses politiques, de la gestion des ressources humaines et du suivi comptable..

Administration publique

07/2003 - 09/2004: Ministère des affaires sociales : Conseiller chargé du développement (planification opérationnelle, développement opérationnel des TCI, questions d'ordre général relatives à la fonction publique) :

Principales fonctions : J'étais chargé d'élaborer et de mettre en œuvre le nouveau système de planification du travail, mais également de commander l'installation d'un système des technologies de l'information afin de soutenir les procédures de planification. J'ai conseillé le ministre et la direction administrative du ministère en matière de planification du travail et de gains d'efficacité et j'ai collaboré avec le service financier sur des questions relatives à la planification budgétaire.

06/2000 - 03/2003: Conseil de la citoyenneté et de l'immigration : Directeur général adjoint (questions de citoyenneté et politique relative aux documents d'identité) :

Principales fonctions : Ma principale mission consistait à gérer la délivrance des passeports estoniens, organiser la passation de marchés au niveau international pour des documents sécurisés, gérer les relations internationales et préparer l'agence à la délivrance de nouveaux documents d'identité électroniques de type EST-ID (principal projet de développement des technologies de l'information qui a permis la création d'une infrastructure utilisée pour les services électroniques sur le plan national, comme la signature numérique et les élections en ligne). J'ai également été chargé de gérer le réseau des agences locales (17 agences, 180 fonctionnaires) du Conseil.

02/1999 - 06/1999: Chancellerie nationale, Bureau de l'administration publique : Conseiller.

02/1998 - 04/1998: Chancellerie nationale : Assistant auprès du Secrétaire d'État.

07/1996 – 08/1996: Gouvernement municipal de Vastse-Kuuste, Põlvamaa : Assistant auprès du Conseiller économique.

Compétences linguistiques

Estonien	langue maternelle
Anglais	courant
Russe	maîtrise convenable
Français	débutant, niveau A.1.1

Centres d'intérêt

Photographie, astronomie, analyse politique

4. Nsabimana, François Xavier (Burundi)

[Original: français]

Note verbale

L'Ambassade de la République du Burundi à La Haye présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties et a l'honneur de lui transmettre le dossier de candidature de Monsieur François-Xavier Nsabimana proposé par le Gouvernement du Burundi pour faire partie du Comité du Budget et des Finances au cours de l'élection des nouveaux membres qui aura lieu pendant la quinzième session de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome du 16 au 24 novembre 2016 à la Haye.

Indication des qualifications

Déclaration sur la réputation et l'expérience en matière financière et budgétaire du candidat du Burundi (M Nsabimana, François-Xavier) au comité du budget et des finances du secrétariat de l'Assemblée générale des états parties au Statut de Rome.

1. L'expert François-Xavier Nsabimana dispose de trois diplômes : la Licence, la Maîtrise et le Diplôme de Troisième Cycle (DEA) en Sciences Economiques et de Gestion (Option Finance), obtenus à l'Université de Yaoundé II-SOA au Cameroun.
2. Il dispose de connaissances poussées et une expérience avérée en matière budgétaire et financière pour avoir travaillé au PNUD-Bureau du Burundi au titre de Chargé des aspects budgétaire, financière et programmatique au « Projet d'appui au Renforcement des Mécanismes de Lutte contre la Corruption et les malversations diverses à travers tout le pays » (de 2007-2010).
3. Il dispose toujours de connaissances poussées et une expérience avérée en matière budgétaire et financière pour avoir travaillé au Centre Intégré des Services des Nations Unies au Burundi (CISNU) au titre d'Analyste au Programme de Transfert Harmonisé de Fonds aux partenaires de mise en œuvre des projets et programmes (HACT) des Agences du Système des Nations Unies au Burundi (de 2010-2011).
4. Il dispose toujours de connaissances poussées et une expérience avérée en audit des comptes des comptables publics, en contrôle de gestion des sociétés, en contrôle des finances publiques, en analyse de la régularité et la légalité de l'exécution du Budget de l'Etat, en analyse macroéconomique et budgétaire afin de vérifier le réalisme budgétaire préalablement au vote de finances, pour avoir travaillé au titre de Magistrat, quand il était Conseiller à la chambre des Affaires Budgétaires et Financières de la Cour des comptes du Burundi (de 2004 à 2007).
5. Il est actuellement Expert Chargé du Suivi-Evaluation des projets, au Programme Cadre Intégré Renforcé (CIR) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) d'appui au Pays les Moins Avancés (PMA)-Bureau du Burundi. Dans ce programme, il se charge des aspects de suivi programmatique, budgétaire et financière des projets et programmes mis en œuvre (de 2012 à nos jours).
6. Il est aussi actuellement Enseignant d'université en Sciences économique, gestion et administration au Burundi-ENA, Universités de Ngozi, Lumière, Lac Tanganyika, etc.-(de 2003 à nos jours).
7. L'expert François-Xavier Nsabimana disposer aussi de fortes connaissances et une expérience avéré en développement économique; pour avoir été Coauteur du document du gouvernement du Burundi utilisé dans la première conférence internationale sur les Grands Lacs et qui portaient sur « le développement économique, la coopération et l'intégration régionale », au titre de consultant au Ministère des relations extérieures du Burundi.
8. L'expert François-Xavier Nsabimana dispose aussi de fortes connaissances et une expérience avéré en Politique commerciale, pour avoir travaillé au titre de conseiller au ministère du commerce et de l'industrie du Burundi, département du Commerce Extérieur, service de la Coopération internationale (2004).

9. Il est l'auteur de deux articles publiés :

(a) Octobre 2003, « Mouvements des populations et reconstruction des pays de la région des Grands Lacs africains à la lumière du Plan Marshall », publié dans la Revue Great Lake Advocacy Net Work, Bruxelles ;

(b) Août 2003, « Causes et conséquences de la crise socio-économique actuelle au Burundi : quelle leçon? », publié sur www.abarundi.org, rubrique des analyses économiques (dossiers spéciaux).

Note Complémentaire à la présentation de l'Expert François-Xavier Nsabimana au Comité du budget et des finances.

Faisant référence à la correspondance No : ICC-ASP/15/SP09, émanant du Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome, Cour Pénale Internationale, relative à l'élection des nouveaux membres du Comité du budget et des finances du Secrétariat de l'Assemblée Générale des Etats Parties au statut qui aura lieu pendant la 15ème session de l'Assemblée des Etats Parties prévues du 16 au 24 novembre 2016 à La Haye, le Gouvernement de la République du Burundi a décidé de présenter la candidature de Monsieur François-Xavier Nsabimana.

Ce dernier est un expert qui jouit d'une autorité reconnue et dispose d'une forte expérience des questions financières au plan national et international (au Programme des Nations Unies pour le Développement-PNUD-, au Centre Intégré des Services des Nations Unies-CISNU-, à la Chambre des Affaires Budgétaires et Financières de la Cour des Comptes du Burundi, au Programme de l'OMC d'appui au PMA-CIR Burundi, etc.).

En effet, il jouit d'une expérience avérée pour avoir à sa disposition trois diplômes en sciences économiques et de gestion option finance dont celui de troisième cycle ; et pour avoir travaillé au PNUD (Bureau du Burundi) et dans un programme de l'Organisation Mondiale du Commerce-OMC- d'appui aux PMA (Bureau du Burundi) au titre de chargé des questions budgétaires, programmatiques et financières. Il a en outre travaillé à la Cour des comptes du Burundi, dans sa Chambre des Affaires Budgétaires et Financières parmi lesquelles le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat du Burundi, du bon emploi des finances publiques et la vérification des comptes des comptables publics, etc.

Renseignements personnels

Nom et prénom : Nsabimana, François-Xavier
 Date de Naissance : le 17 octobre 1972
 Lieu de naissance : Colline Mwurire, Commune Bugendana, Province Gitega au Centre du Burundi
 Père et Mère : Fils de Mr Njangwa Nsabimana Pascal et de Minani Margueritte
 Nationalité : Burundaise
 Etat civil : Marié et père de sept enfants
 Niveau de formation : Diplôme de Troisième Cycle (D.E.A. en Sciences Economiques et de Gestion)
 Occupation actuelle : Enseignant d'Universités et Expert en Suivi-Evaluation au sein du Projet Cadre Intégré Renforcé (CIR-Burundi) de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.)
 Langues parlées, écrites et comprises: le Kirundi, le Français, l'Anglais, le Kinyarwanda et le swahili
 Connaissances informatiques : parfaite connaissance des logiciels Microsoft office Word, Microsoft office Excel, Power point, Atlas, Outlook, Lotus note, internet et Access.

Etudes faites

2000 à nos jours : Préparation de ma thèse doctorale en Sciences de Gestion,-Diplôme de Troisième Cycle (D.E.A.) en Sciences de Gestion, Université de Yaoundé II Soa, au Cameroun, Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A.).

1999 - 2000	Maitrise en Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II- Soa, au Cameroun, Diplôme de Maitrise.
1995-1999	Licence en Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II- Soa, au Cameroun, Diplôme de Licence.
1994-1995	Sciences Economiques et Administratives, Universités du Burundi (FSEA).
1987-1994	Etudes Secondaires, Section Scientifiques B, Lycée de Mureke, Séminaire Saint PieX de Muyinga, Lycée Nyabiharage, Lycée Gishubi, Certificat de réussite à l'examen national de fin du Tronc Commun, Diplômé Homologué des Humanités Complètes en SC B.
1978-1987	Etudes Primaires, Ecole primaire de Nkanda, Certificat de réussite au Concours national.

Formation professionnelle et/ou participation aux séminaires ou atelier

Sur le plan des autres formations, retraites, ateliers et séminaires, il a été formé professionnellement :

- Du 24 au 28 mars 2014 : Atelier de Formation organisée par le Cadre Intègre Renforcé de l'OMC et le Centre International Pour le Commerce, à Lomé au Togo, sur : le renforcement des capacités en matière d'intégration de la dimension genre, de suivi et d'évaluation (S&E) et de communication (un Certificat a été obtenu) dans les projets et programmes du CIR.
- Du 17 au 19 mars 2014 : la CEEAC et l'OIF organisaient à Bujumbura la réunion régionale des pays de la CEEAC relative à la restitution des résultats, au suivi et à l'élaboration d'une feuille de route de la 9ème Conférence Ministérielle de l'OMC (CM9), tenue en décembre 2013 à Bali en Indonésie.
- Formation organisée par le CNUCED à Cotonou au Bénin du 15-19 avril 2013 : séminaire francophone de la CNUCED sur la mise en œuvre des mesures de la facilitation des échanges.
- Formation des promoteurs des CONSORTIA de petites et moyennes entreprises, organisée par le projet Renforcement des Capacités Commerciales au Burundi (RCCB) sur les thèmes :
 - o Introduction sur les consortia d'exportation : concept, typologies, services;
 - o Formalisation juridique, gestion et financement du consortium ;
 - o Stratégie marketing et plan d'action d'un consortium d'exportation ;
 - o Expériences internationales de consortia d'exportation ;
 - o Différentes approches pour l'accès de PME aux marchés : les consortia de valorisation des produits du terroir et autres réseaux d'entreprises ;
 - o Expériences internationales de consortia de valorisation de produits de terroir ;
 - o Proposition d'activités terrain ; (un certificat a été obtenu)
- 31 janvier 2013 : Formation organisé à Bujumbura par le Secrétariat de l'EAC, le Ministère du commerce, de l'Industrie, des postes et du Tourisme du Burundi et le Ministère à la Présidence chargé des affaires de l'EAC sur :
 - o Plan d'action de mise en de la politique d'industrialisation de l'EAC et des stratégies des projets et programmes
 - o Mise à jour et modernisation des programmes de l'EAC relatifs à l'industrialisation
- 25 mars 2013 : Formation du Groupe National de Référence sur les liens entre la Nourriture, le Climat et le Commerce, organisé par CUTS International, Pact Eac Project et ADIR
- Formation organisée par INCEN sur l'intégration de la diversité biologique dans les stratégies, politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels nationaux : élaboration du plan national et plan d'action sur la biodiversité ; mars 2013
- Formation organisé à Bujumbura par le Ministère du commerce, de l'Industrie, des postes et du Tourisme du Burundi en partenariat avec le CNUCED/UNCTAD, sur :
 - o Facilitation des échanges;
 - o Les enjeux de la Facilitation des échanges pour le Burundi ;
 - o Différentes Mesures de la Facilitation des échanges Catégories A, B, et C) ;
 - o Présentation générale sur le plan national de la mise en œuvre des mesures de du futur Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges,

- Travaux préparatoires du plan national de la mise en œuvre des mesures de la facilitation des échanges pour le Burundi ;
- Analyse du programme du CNUCED/UNCTAD sur la mise en œuvre des mesures de la facilitation des échanges dans les pays en développement ; du 07 au 08 novembre 2012
- Formation organisée à Bujumbura, par le Ministère du Commerce, de l'Industrie, des postes et du Tourisme du Burundi en partenariat avec le COMESA, sur :
 - l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS),
 - l'état des lieux des négociations sur la libéralisation du commerce de services au sein du COMESA,
 - les lignes directrices pour la libéralisation des listes initiales d'engagements spécifiques dans le contexte de la libéralisation du commerce des services au sein du COMESA,
 - les projets de listes initiales d'engagements spécifiques du Burundi dans les quatre secteurs prioritaires du COMESA (Communication, Finance, Transport et Tourisme)
- Formation (Séminaire) organisée par le Ministère du Commerce, de l'Industrie, des postes et du Tourisme du Burundi en partenariat avec l'OMC sur les prescriptions et les Obligations en matière de notifications des Accords de l'OMC, du 16 au 18 octobre 2012 :
 - Le système commercial multilatéral, l'OMC et ses principes de bases, ses défis et ses contraintes ;
 - Les prescriptions en matière de Notifications de l'OMC : antécédents et procédures ;
 - Les Accords de l'OMC et leurs prescriptions en matière de notification ;
 - Passage en revue de l'état de Notifications du Burundi ;
 - Passage à revue des lois, réglementations ou autres mesures susceptibles d'être notifiées, en particulier concernant l'Accord sur l'Agriculture, l'Accord sur les services, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, AMNA, etc.
- Formation organisée par International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM) en partenariat avec BOAM (Burundi Organic Agriculture Movement) en novembre 2013 sur :
 - Information générale sur l'agriculture biologique et l'IFOAM ;
 - Les Normes et la marque des produits biologiques de l'Afrique de l'Est ;
 - L'agriculture biologique en Afrique de l'Est : questions d'ordre général ;
 - Le secteur de l'agriculture biologique au Kenya : marchés locaux, formation et politique générale ;
 - Mobilisation du secteur de l'agriculture biologique au Rwanda ;
 - L'initiative de l'agriculture biologique écologique et le plan d'action de l'Union Africaine
 - Agriculture biologique : opportunités pour le Burundi
- Formation organisée par la section Média et Communication du BINUB en Techniques de communication, en novembre 2008 (un certificat a été obtenu)
- Formation organisée par l'APDHAC en Droits de l'Homme et Action Humanitaire de janvier 1999 à mai 1999 à Yaoundé au Cameroun
- Retraite organisée par le PNUD pour être formé en matière des procédures du PNUD que ce soit au niveau du procurèrent, des finances, des ressources humaines, du management, etc., en décembre 2007
- Retraite organisée par la section Paix et Gouvernance pour être formé en concepts Genre, en gouvernances démocratique (appui au développement institutionnel), administrative (appui aux réformes de l'administration publique) et locale (décentralisation), en janvier 2008
- Formation organisée par le PNUD et le BINUB en matière de planification, mise en œuvre, suivi et évaluation de projets, en janvier 2008
- Formation organisée par le PNUD et le BINUB dans l'usage du Logiciel ATLAS, de septembre 2007 à mars 2008
- Formation sur les mécanismes africains d'évaluation par les pairs-MAEP- du NEPAD, organisée par la section Paix et Gouvernance du BINUB et assurée par les Experts de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, en partenariat avec le Canada, en juin 2008

- Formation organisée par le C.P.F en Logiciels de traitement de texte en XP et des tableurs (Word et Excel) et en logiciels de base de données (Access et Power Point, de juillet à décembre 2006 où il a obtenu un Certificat
- Formation organisée par la Banque Mondiale, le FMI- l'AFRITAC De l'Ouest et la Caisse Française de développement sur la Qualité de la gestion et la transparence des informations budgétaires et comptables. C'était en mai 2005 à Bamako au Mali
- Formation organisée par l'OLUCOME comme Formateur en matière de lutte contre la corruption et les malversations économiques, en décembre 2004 à Bujumbura au Burundi
- Formation par la PNUD, en Gestion de programme et de projet, en janvier 2009
- Formation par la PNUD, en manière de faire les achats pour le développement d'un pays (Procurèrent), en janvier 09
- Formation organisée par le BINUB sur l'Administration de bureau et protocole de correspondance des Nations Unies, du 5 au 6 août 2009 (Un certificat a été obtenu)
- Formation en Plaidoyer et lobbying, organisé par le PNUD à travers le projet lutte contre la corruption, à Bururi, en date du 8 au 9 décembre 09 (Un certificat a été obtenu)
- Formation des formateurs des formateurs sur le HACT, organisée par les agences ExCom au Burundi de l'UNDG (UNDP, WFP, UNFPA & UNICEF), en date du 02 au 03 décembre 2010, à Ngozi au Burundi
- Formation sur IPSAS, octobre-novembre 2011, à Bujumbura au Burundi (un certificat a été obtenu)

Expérience professionnelle et associative

Expérience professionnelle

- De juillet 2010 au 31 décembre 2011 : Analyste au Programme HACT des Agences ExCom de l'UNDG (PNUD, UNICEF, PAM et UNFPA) au Burundi (HACT : Harmonized Approach to Cash Transfers to Implementing National Partners - Approche Harmonisée de Remise d'Espèces aux Partenaires nationaux d'Exécution des Projets et Programmes).
- D'août 2007 à février 2010 : gestion de projet au sein du SNU au Burundi en période de conflits et de post-conflit relatif à la consolidation de la paix et au relèvement précoce (early recovery) et au relèvement communautaire au titre de Chargé de Projet au PNUD (Anti corruption Project Officer), en mettant en œuvre le projet du BINUB (Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi), relevant de la Section Intégrée Paix et Gouvernance : «Projet d'Appui au Renforcement des mécanismes de Lutte contre la Corruption et les Malversations diverses à travers tout le Burundi », dans le cadre des projets financés par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.
- De septembre 2012 à nos jours : Expert National en Suivi-Evaluation au Projet Cadre Intégré Renforcé de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) au Burundi-CIR Burundi : Projet d'Assistance Technique au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme du Burundi, dans le cadre de l'accord de financement entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux Projets (UNOPS), signé en date du 25 mai 2010. Ce projet Consiste à intégrer les PMA (dont le Burundi) à s'intégrer dans le système commercial mondial à travers le renforcement des capacités d'offre et les investissements dans le domaine des exportations ; et est parrainé par six organisations internationales : OMC, CCI, FMI, CNUCED et le PNUD.
- Depuis octobre 2012 à nos jours : Chargé de Suivi-Evaluation et membre du Comité de Pilotage du projet Renforcement des Capacités Commerciales au Burundi (RCCB), géré par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).
- De juillet 2004 à août 2007, Magistrat à la Cour des Comptes du Burundi et Conseiller à la Chambre des Affaires Budgétaires et Financières (CABF) de cette même Cour.
- De mars 2004 à juillet 2004 : Conseiller au Ministère du Commerce et de l'Industrie du Burundi, au niveau du Département du Commerce Extérieur, au service de la Coopération commerciale/ Commerce international ; réalisation, tâches et responsabilités :

- Depuis l'année académique 2003 jusqu'à nos jours : Chargé d'enseignements et d'encadrement des travaux de recherche à l'Université de Ngozi, à l'Université Lumière de Bujumbura, ENA Burundi, à l'Université des collines et à l'Université du Lac Tanganyika ; réalisation, tâches et responsabilités :
 - assurer les enseignements en Analyse de Projets en Département des Sciences d'Economie et de Hautes Etudes Commerciales de l'Université de NGOZI au Burundi.
 - assurer les enseignements en Marketing International, en Faculté de Gestion et d'Economie Appliquée de l'Université du Lac Tanganyika au Burundi : depuis l'année académique 2003-2004 jusqu'à nos jours.
 - assurer les enseignements en Théorie Générale des Organisations et la Gestion des Projets en Facultés de Gestion et Administration ainsi qu'en faculté d'Informatique de l'Université Lumière de Bujumbura.
 - assurer les enseignements de la Gestion Axées sur les Résultats (la GAR) et la Gestion de Projets, à l'Ecole Nationale d'Administration au Burundi (ENA Burundi), au Département de Gestion et Finances publiques.
 - assurer les enseignements de principes de Management et Opérations de gestion, à l'université des collines au Burundi.
 - encadrer les Travaux de Recherche scientifique(Mémoires) dans le domaine des sciences économiques et commerciales, de Gestion et d'Administration.

Encadrement et supervision des travaux de recherche académiques en sciences économiques, commerciales, de gestion et administration

- Du 23 août 2012 au 24 octobre 2012 : Consultant Chargé de l'élaboration des modules de formation (sous forme de syllabus) appropriés de renforcements des capacités en conduite et suivi-évaluation de projets ainsi que l'animation d'un atelier y afférent, à l'intention des participants des pays de l'East African Community –EAC- composés des cadres des Comités Nationaux pour l'UNESCO ; tâches et réalisations : Former les participants sur les aspects relatifs à :
 - Cycle de vie du projet ;
 - Conception du projet : cadre logique et élément de son contrôle ;
 - Gestion Axée sur les résultats ;
 - Mesures des résultats : les indicateurs ;
 - Eléments de bonnes pratiques de la gestion du cycle de projet au suivi-évaluation ;
 - Suivi d'un projet ;
 - Evaluation d'un projet ;
 - Suivi-évaluation d'un projet ;
 - Etudes de cas
- Depuis 2004 jusqu'à nos jours : Consultant indépendant en Gouvernance, en Développement économique et en Management Général des Organisations ; réalisation, tâches et responsabilité :
 - Il presta en 2004 comme Expert-Consultant auprès du Ministère des Relations Extérieures au Burundi et auprès du Collectif pour la Promotion des Associations des Jeunes du Burundi (C.P.A.J.) pour l'exploitation et l'animation du Thème portant sur « Le Développement économique, la Coopération et l'Intégration régionale » ; ainsi qu'auprès du Bureau d'Etudes des Programmes et des stratégies pour la lutte contre la pauvreté (BEDEP) pour la rédaction du Document du Gouvernement du Burundi qui a été utilisé dans le cadre des Préparatifs de la Conférence Internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans les pays des Grands Lacs, et qui portait sur « le Développement économique, la Coopération et l'Intégration régionale » et Consultant chargé des recrutements.

Au niveau des Organisations de la Société civile ou associatives

- Depuis 1999 à 2003, il fut Conseiller économique du Projet d'Appui aux Mini cités de SOA-A.M.E.S ;
- Actuellement, il est Commissaire chargé de la Bonne Gouvernance au sein de la ligue pour la Défense du Citoyen : la Ligue Ruremesha ;

- Il est membre de l'Association d'Appui pour le Développement de la Province de Gitega au Burundi-A.D.P.G. ;
- Il est également Vice-président de l'Association des Pépinières de Football-A.P.F., depuis 2004 ;
- Il fut Commissaire à la communication, aux affaires scolaires et à l'éthique au sein de la Communauté burundaise de Yaoundé au Cameroun, de 2000 à 2001 ;
- Président et Vice-président de l'Association des Elèves et Etudiants ressortissant de KIRIMBI, depuis 1990 à 1994.
- Président du Groupe XAVERI au Petit Séminaire de Muyinga, de 1990 à 1991 ; etc.

Recherches et publications

Sur le Plan de la Recherche et des Publications, il a publié respectivement en août 2003 et en octobre 2003 deux articles : « *Causes et conséquences de la crise socio-économique actuelle au BURUNDI : quelle leçon* » ?, publié sur www.abarundi.org, rubrique des analyses économique (dossiers spéciaux) et « *Mouvements des populations et reconstruction des pays de la région des Grands Lacs africains à la lumière du Plan Marshall* ». Des recherches non publiés mais animé ont été aussi réalisées : « Compétitivité de l'économie Burundaise », Yaoundé 2000 ; « Coauteur du Rapport du Gouvernement du Burundi sur le « Développement économique, la coopération et l'intégration régionale ». Des Recherche académiques sont également effectuées : « Style de Management et compétitivité de l'industrie bancaire au Cameroun : cas de l'Afriland First Bank et du Crédit Foncier du Cameroun », Mémoire de 3^e Cycle, DEA en Sciences Economique et de Gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun ; « Profil des managers et compétitivité de l'industrie bancaire au Burundi ». Thèse Doctorale en cours de préparation.

Champs de compétences

Ses compétences sont en Management Général des organisations, en Management et analyse des projets, approvisionnement et distribution des biens; Méthodes de recherche scientifiques, Audit comptable, financier, Marketing et organisationnel ; Gestion des ressources humaines, gestion de la production, gestion stratégique, planification, Gestion de projets, Contrôle de gestion, la Marketing, la Gestion commerciale, l'Analyse et l'Evaluation de la pauvreté, l'Analyse et l'évaluation du développement humain, l'Economie du développement, la Gestion des entreprises, la Gestion bancaire, le Droit commercial et des obligations, l'Analyse microéconomique et macroéconomique, la gestion de portefeuille d'activités, droit de l'homme et action humanitaire, l'analyse démographique ; le Contrôle des systèmes, des structures et des fonctions de Gestion, Gouvernance, etc.

5. Saupe, Gerd (Allemagne)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/15/SP/09 en date du 11 mars 2016, a l'honneur de l'informer que l'Allemagne a décidé de proposer à nouveau la candidature de Dr. Gerd Saupe lors de l'élection des membres du Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu à la quinzième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye en novembre 2016.

Dr. Gerd Saupe possède une vaste expérience de la gestion économique, monétaire et financière sur le plan international, notamment des organisations internationales, tant au niveau européen que dans le contexte de l'Organisation des Nations Unies. Dr. Gerd Saupe a siégé au Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il a présidé le Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. À l'heure actuelle, il assume la présidence de la Commission financière de la Cour permanente d'arbitrage. En sa qualité de membre du Comité du budget et des finances, il a parfaitement cerné les défis administratifs et budgétaires que doit relever la Cour pénale internationale.

Une copie de l'exposé des qualifications de Dr. Gerd Saupe, détaillant les activités professionnelles qu'il exerce ainsi que les fonctions qu'il a occupées, est jointe à cette note. Ledit document indique en quoi Dr. Gerd Saupe répond à l'exigence selon laquelle les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Dr. Gerd Saupe

Né le : 9 juin 1941

Activités professionnelles

- Vaste expérience des affaires financières, monétaires et économiques internationales. Aptitudes démontrées à la négociation.
- Spécialisation particulière dans la gestion budgétaire et la planification des politiques des organisations internationales, notamment du système de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne.
- Membre des Conseils d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la BERD. Président de la Commission financière de la Cour permanente d'arbitrage. Membre du Comité du budget et des finances de la CPI.

Fonctions occupées

Depuis 2006 : Conseil en gestion et avocat (Rechtsanwalt)

Depuis 2012 : Membre et Président (2016) de la Commission financière de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye

- Depuis 2008 : Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye
- 2003 – 2006 : Administrateur représentant l'Allemagne et membre du Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. En qualité de membre du Conseil, les Administrateurs étaient chargés de :
- Diriger les opérations de la Banque, élaborer les politiques et approuver les projets ; adopter le budget et les plans stratégiques, suivre les performances et la gestion des risques ; et superviser la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines
 - Participer aux visites des membres du Conseil aux fins de consultations avec les pays d'Europe centrale et du sud-est de l'Europe où opérait la BERD ; tenir des réunions avec des ministres et les représentants d'organismes gouvernementaux, de dirigeants des milieux d'affaires et des représentants des milieux diplomatiques pour discuter de la façon dont la Banque pouvait au mieux appuyer les réformes économiques et promouvoir une croissance durable
 - Assurer la liaison avec les milieux d'affaires ; tenir des réunions avec des ONG pour passer en revue les politiques et projets de la Banque présentant pour elle un intérêt particulier
- 2004 – 2006 : Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. Le Comité a pour mission de :
- Aider le Conseil à orienter les ressources budgétaires, les ressources humaines et les moyens administratifs de la Banque vers la réalisation des priorités convenues ; de passer en revue le projet de budget et les plans stratégiques à la lumière des considérations d'efficacité et de maîtrise des coûts ; de fixer les objectifs de performances et d'en suivre la réalisation
 - Suivre la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines, en accordant une importance particulière au recrutement et à la fidélisation de personnel qualifié, au perfectionnement du personnel, à l'évaluation des performances et à l'égalité entre les sexes ; de passer en revue les politiques de rémunération et d'indemnité du personnel ; et d'examiner les questions liées à la santé, à la sûreté et à la sécurité des membres du personnel de la Banque
 - Superviser la mise en œuvre des politiques concernant la gouvernance et l'éthique ; examiner en détail le Code de conduite afin de l'aligner sur les pratiques internationales optimales ; moderniser la procédure de recours afin de renforcer la protection des membres du personnel conformément aux normes internationales pertinentes
- 1995 – 2003 : Membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg. Les membres du Conseil étaient chargés de :
- Adopter les plans stratégiques annuels et à moyen terme, fixer les objectifs en matière d'opérations et de résultats financiers, superviser les résultats, examiner et approuver les projets et superviser la mise en œuvre de la politique relative au suivi des performances et à la gestion des risques
 - Rendre compte des résultats de la Banque aux commissions parlementaires nationales
 - Répondre aux demandes de renseignements d'entreprises et d'ONG
- 1993 – 2003 : Directeur général adjoint, Ministère des finances de l'Allemagne. Responsable :
- Des questions liées aux budgets et aux politiques de l'Union européenne (UE) : participation aux processus budgétaires annuels et à l'établissement des perspectives financières à moyen terme ; participation aux négociations au niveau de l'UE ; présentation de la

position du Ministère des finances aux départements intéressés ; et présentation de la politique gouvernementale aux commissions parlementaires

- De la protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude et les irrégularités : coopération avec les services de la Commission européenne et des administrations nationales pour veiller à ce que des systèmes de contrôle efficaces soient mis en place, que les inspections requises soient menées et que les montants irrégulièrement payés soient recouverts sans tarder
- De la réglementation de l'UE concernant les aides de l'État et de la législation communautaire : participation à l'élaboration du cadre de contrôle des aides de l'État et au règlement de cas individuels
- Chef de l'équipe spéciale du Ministère des finances chargée des négociations commerciales multilatérales
- Des budgets de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système des Nations Unies : priorités, processus budgétaires annuels et stratégies à moyen terme
- De la gestion de la dette du gouvernement allemand : analyse des marchés financiers nationaux et internationaux, programmation des émissions d'obligations, mise au point d'instruments obligataires, gestion des liquidités

1984 – 1993 : Chef de service, Ministère des finances. Notamment responsable des questions suivantes :

- Économie internationale, politique monétaire, marchés des capitaux
- Sommets mondiaux sur l'économie, Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économiques

1971 – 1984 : Administrateur au Ministère de l'économie et au Ministère des finances : économie internationale, politique monétaire, marchés des capitaux, gestion de la dette du gouvernement

Education

1971 : Doctorat en droit communautaire, Université de Cologne

1960 – 1967 : Études de droit aux Universités de Bonn et de Cologne, formation juridique pratique et examens d'État

Langues

Anglais: Parle couramment

Français: Très bonne maîtrise

Allemand: Langue maternelle

6. Veneau, Richard (France)

[Original: français]

Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale (Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties) et, se référant à sa note verbale ICC-ASP/15/SP/09 en date du 11 mars 2016, a l'honneur de l'informer de ce qui suit. Le Gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Richard Veneau à sa réélection au poste de membre du Comité du budget et des Finances (CBF) de la Cour pénale internationale, lors des élections qui se tiendront à La Haye, du 16 au 24 novembre 2016, à l'occasion de la quinzième session de l'Assemblée des Etats Parties.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, de l'Ecole des hautes études commerciales de Paris et titulaire d'un master en droit fiscal international, M. Veneau occupe actuellement les fonctions de Directeur des Ressources Humaines et de la Coordination internationale de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. Auparavant, il a occupé différents postes auprès du Secrétariat Général de la Banque Européenne d'Investissement, au sein de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe et auprès de différents organismes bancaires et financiers qui lui ont permis d'acquérir une solide expérience du contrôle de gestion et des processus budgétaires ainsi que du contrôle financier.

M. Veneau pourra mettre pleinement à profit, lors d'un deuxième mandat, l'expérience qu'il a acquise depuis deux ans dans le cadre des travaux du Comité du budget et des finances de la Cour.

Ainsi que l'indique son curriculum vitae, joint à cette note verbale, M. Richard Veneau remplit, en conséquence, les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe de la résolution portant création du Comité du Budget et des finances.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

- Richard Veneau
- Marie, deux enfants.
- Diplômé d'HEC et de Sciences Po Paris -Master en droit international.
- Directeur des Ressources Humaines d'une institution internationale 20 ans d'expérience de management - gestion des politiques administratives et sociales - négociations de haut niveau dans un environnement multiculturel.

Expertise

- Ressources Humaines et Management (maîtrise de la stratégie et de la direction des ressources humaines dans les Organisations Internationales).
- Gestion administrative (Expérience de la gestion des services, du pilotage des politiques budgétaires et de la rationalisation des processus administratifs).
- Négociation de haut niveau (connaissance approfondie de la communauté internationale, contacts de haut niveau avec administrations et ministères, conduite de négociations sociales).

Décoration

- Chevalier de l'Ordre National du Mérite (France, décret du 13 mai 2016).

Langues

Français : Langue maternelle.

Anglais : Courant ; langue de travail au quotidien depuis 20 ans.

Allemand : Courant ; une partie des études en Allemagne.

Responsabilités actuelles

CEB - Banque De Développement du Conseil de l'Europe (Paris) ; Directeur des Ressources Humaines et de la Coordination Internationale RH :

- Membre du Comité de Direction Générale de l'institution.
- Direction de la politique des ressources humaines, dans un environnement multilatéral.
- Conduite de la réforme du cadre statutaire d'emploi et du système de pension.
- Définition de la politique salariale et des leviers de performance.
- Négociation avec les Etats Membres et les instances représentatives du personnel.
- Responsable de la coordination avec autres les institutions financières internationales.

CPI - Cour Pénale Internationale (La Haye) ; Vice-Président du Comité du Budget et des Finances :

- Comité international d'experts composé de 12 membres désignés pour leur expérience reconnue au niveau international par l'Organisation des Nations Unies.
- Chargé d'expertiser les questions administratives (ressources humaines, budget, finances) de la Cour Pénale Internationale.

Expérience professionnelle

BEI - Banque Européenne d'Investissement (Luxembourg) ; Conseiller Principal (2013-2015) :

- Conseiller auprès du Secrétariat Général de l'Institution, en charge de la refonte du cadre Organisationnel et administratif.
- Responsable de la coordination avec les autres Directions Générales de l'Institution.

CEB - Banque de Développement du Conseil, de l'Europe (Paris) ; Directeur de l'Administration Générale (2006-2012) :

- Direction et gestion des ressources humaines de l'institution.
- Encadrement des réformes statutaires (définition de bandes de grades salariales).
- Promotion de nouvelles méthodes de management (diversification des nationalités, mobilité).
- Promotion de nouvelles méthodes de travail et mise en place d'un nouveau dispositif d'encadrement déontologique (compliance).
- Définition, gestion et contrôle du budget.

Directeur des Ressources Humaines et de la Communication (2001-2005) :

- Définition et gestion de la politique de ressources humaines, dans un univers multiculturel :
 - o conduite des négociations avec les instances de représentation du personnel,
 - o gestion d'un système de pension autonome,
 - o promotion de nouvelles méthodes de gestion (diversification des nationalités, mobilité interne,
 - o flexibilité accrue du système de rémunération).
- Responsabilité de la communication interne et externe de l'institution.

Directeur de Cabinet du Gouverneur (1996-2000) :

- Gestion des relations avec les actionnaires et avec les autres institutions internationales.
- Coordination des orientations stratégiques de l'institution.
- Supervision directe des documents officiels (Rapport Annuel, Notes pour le Conseil d'Administration, etc.) et encadrement des réunions de direction.

Groupe Société Générale - Service de l'Inspection ; Inspecteur (1994-1996) :

- Conseil en stratégie ; Mission de contrôle des risques et de supervision des engagements.

Formation

- Sciences Po Paris (1992 - 1994) : Diplômé Section Service Public.
- Faculté Jean Monnet - Université Paris XI (1990 -1992) : DESS de Droit Fiscal International.
- HEC, Ecole Des Hautes Etudes Commerciales (1989 -1992) : Diplômé BEC, avec félicitations - Majeure Strategic Juridique Internationale.

Centres d'intérêt

Culture et publications

- Juin 2012 : Essai géopolitique, Discours a la Nation Méditerranéenne (Editions Nouveau Monde).
- Juillet-aout 2008 : Une pièce de théâtre, Passager, reprise lors Festival Off d' Avignon 2008 (création à Paris en 2007).
- Juillet 2002 : Un monologue théâtral, La Foi du Charbonnier, crée lors des Théâtrales du Velay.
- Février 1995 : Contribution au Dictionnaire des Questions Internationales (Editions de l'Atelier).

Sports

- Ski alpin, Ski de randonnée (courses dans le massif de la Vanoise, Meije, etc.).
- Trekking (Réunion, Laddakh, Mont Toubkal, GR 20, etc.).

Vie associative

- Membre du Groupe des Spécialistes Rémunérations des Institutions Financières Internationales.
- Membre de l'AHRMIO (Association for HR Management in International Organisations).

7. Warren, Helen (Royaume-Uni)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/15/SP/09 en date du 11 mars 2016, a l'honneur de présenter la candidature de Madame Helen Warren à l'élection des membres du Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu à la quinzième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye du 16 au 24 novembre 2016.

Un curriculum vitae présentant les détails des qualifications de Madame Warren et la preuve de son expérience pertinente est joint à la présente note.

Le Royaume-Uni recommande Madame Warren car elle dispose d'une expertise en matière financière et budgétaire de renommée internationale. L'expérience de Madame Warren s'étend à un vaste ensemble de domaines pertinents exercés dans divers services gouvernementaux britanniques. En tant que haut fonctionnaire au Trésor public de Sa Majesté, Madame Warren a, par exemple, joué un rôle majeur dans la gestion des affaires financières du Trésor lors des Jeux Olympiques de Londres en 2012 et dans l'organisation logistique de la présidence du Royaume-Uni au forum international du G7. Au sein du Ministère du travail et des retraites, elle a mené à bien un projet indépendant, contribué à évaluer les risques et géré les informations relatives au processus budgétaire dans l'ensemble du gouvernement. Elle a déjà mis cette expertise au service du Comité du budget et des finances lors d'un premier mandat en procédant à l'examen budgétaire et en contribuant à l'évaluation par la Cour du processus budgétaire.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Helen Louise Warren

Exposé des qualifications

- Depuis juillet 2015 : Chef de projet, Ministère du travail et des retraites :
- Responsable d'un projet visant à planifier, construire et recruter le personnel de deux centres d'évaluation dans deux endroits différents afin de convoquer et d'interroger des demandeurs de pensions d'invalidité. Le service public est pris en charge dans le cadre d'un contrat d'externalisation mais le projet permet au ministère d'évaluer l'optimisation des ressources des contrats et de tester et tracer tout changement d'ordre administratif ou politique sans remettre en cause les modalités contractuelles. Le budget du projet est de 7 millions de livres sterling. Les deux centres sont à présent ouverts conformément au calendrier et au budget.
- Avril 2015 – juillet 2015 : Responsable de l'équipe chargée des événements dans le domaine fiscal, Ministère du travail et des retraites :
- Au sein de la Direction de la planification et de la gestion des performances, responsable de l'équipe chargée des informations transmises par le Ministère du travail et des retraites dans le cadre du processus budgétaire gouvernemental dirigé par le Trésor de Sa Majesté visant à fixer les dépenses annuelles. Gestion d'un événement suite à l'élection d'une majorité gouvernementale visant à réduire le coût des prestations sociales de plusieurs milliards de livres sterling dans le cadre d'une politique d'austérité. Le processus a été rapide. Il s'est déroulé

dans un contexte de sécurité élevée et a nécessité un très niveau de fiabilité de la part du Bureau chargé de la responsabilité budgétaire (*Office of Budget Responsibility*) concernant l'intégrité des mesures et l'ensemble des incidences afférentes. L'équipe a dirigé tous les processus visant à partager et à débattre des propositions au sein des ministères, géré le tableau de bord général des contributions qui a, par la suite, été publié et assuré la liaison avec l'OBR.

Septembre 2013 – mars 2014 : Conseillère économique – Gestion des risques - Ministère du travail et des retraites:

Au sein de la Direction de la planification et de la gestion des performances, chargée d'enquêter sur les risques relatifs au Ministère du travail et des retraites et d'observer la façon dont les risques sont recensés, contrôlés et signalés. Remise en question constructive et soutien aux propositions et aux processus internes et débat effectif avec les partenaires externes, notamment le Trésor de Sa Majesté, le Conseil des ministres et le 10 Downing Street sur des questions relatives au dispositif de crédit universel, notamment en assistant à la réinitialisation des dossiers et des mesures du dispositif, et en gérant la relation et le dialogue pertinent avec l'OBR. Préparation du Certificat en administration et finances publiques (*Certificate in Public Finance and Administration*).

Octobre 2012 – septembre 2013 : Directeur de la Logistique de la présidence du G7, Trésor de SA Majesté (Ministère des finances du Royaume-Uni) :

Responsable de projet pour tous les aspects logistiques de la présidence britannique du forum international du Groupe des Sept (G7) en 2013. Gestion du budget d'1 million de livres sterling, assurer l'imputabilité et l'application d'arrangements de gouvernance appropriés pour le Trésor de Sa Majesté et la Banque d'Angleterre, responsables du budget. Organisation et service de conférences téléphoniques au niveau ministériel et sous-ministériel. Planification et réalisation d'une réunion organisée par le Chancelier (ministre des Finances) et le gouverneur de la Banque d'Angleterre pour les ministres des Finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales et dirigeants de plusieurs institutions financières internationales.

Juin 2010 – octobre 2012 : Directeur des dépenses olympiques et sportives, Trésor de Sa Majesté (Ministère des finances du Royaume-Uni) :

Responsable interne du budget des Jeux Olympiques et Paralympiques de 9,3 milliards de livres sterling et d'environ 200 millions de livres sterling de dépenses publiques dans la politique sportive. Comprendre les ressources nécessaires dans le cadre du contexte actuel et conseiller des ministres de Sa Majesté sur tous les aspects des dépenses dans ces domaines et les conséquences des modifications de budget. Réaliser et suivre le contrôle des dépenses effectives, la gestion appropriée des risques ainsi que l'équilibre coûts/avantages et l'efficacité de l'utilisation des fonds pour le contribuable. Lancer un projet constructif, le cas échéant, pour atteindre collectivement les résultats recherchés.

Février 2009 – juin 2010 : Conseillère économique, Équipe du fonds social, Ministère britannique du travail et des retraites :

Responsable de divers éléments du Fonds social, notamment améliorer la fourniture de subventions aux soins communautaires, d'une valeur de 139 millions de livres sterling en 2010.

- Juin 2008 – janvier 2009 : Conseillère économique, Département de la stratégie pour les allocations à long terme, Ministère britannique du travail et des retraites :
- Secrétariat à la structure de gouvernance de la réforme du programme d'aide sociale de 2009. Ce rôle a notamment consisté en la gestion du Groupe des directeurs, la coprésidence du Groupe officiel de pilotage et l'affiliation au Bureau de gestion de projet.
- Mars 2006 – juin 2008 : Secrétaire privée du secrétaire d'État, Ministère britannique du travail et des retraites :
- Soutien au secrétaire d'État sur tous les sujets relatifs aux enfants, à la pauvreté et aux questions internationales.
- Septembre 2005 – mars 2006 : Conseillère économique, Direction du marché du travail de l'UE et international, Ministère britannique du travail et des retraites :
- Analyste de tous les aspects des marchés en dehors du Royaume-Uni. Gestion de la base de données sur l'état du marché du travail britannique comparé à d'autres pays. Représentant britannique du sous-groupe du Comité de l'UE sur l'emploi.
- July 2004 – Sept 2005 : Conseillère économique, Directeurat de l'analyse des retraites privées, Ministère britannique du travail et des retraites :
- Recherches analytiques, documents de politique et services de secrétariat au Groupe X-Gov sur les rentes.

Études et compétences

- Octobre 1999 – juin 2003 : Université de Bath, Royaume-Uni : 2:1 (BSc Hons) Economie avec stage dans le secteur industriel.
- 2009 : Prince II – niveau Fondamental et Praticien.
- Décembre 2008 : Assesseur des diplômés du Service économique du gouvernement britannique.

8. Zoundi, François Marie Didier (Burkina Faso)

[Original: français]

Note verbale

L'Ambassade du Burkina Faso auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de la Cour Pénale Internationale de la Haye et, a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement du Burkina Faso a décidé de présenter la candidature de Monsieur Zoundi François Marie Didier ancien Ministre Délégué au Budget, au Comité du Budget et des Finances de la Cour Pénale Internationale lors des élections prochaines prévues au cours de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome.

L'Ambassade prie le Secrétariat de la Cour Pénale Internationale de la Haye de trouver ci-joint, à toutes fins utiles le Curriculum Vitae du candidat.

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom et Prénoms : Zoundi, François Marie Didier
 Date et lieu de naissance : 20 novembre 1954 à Tanghin - Dassouri .
 Situation matrimoniale : Marié, 2 enfants.

Etudes et formations

1961-1967 : Ecole primaire de Kologh - Naba (CEP).
 1967-1974 : Collège Saint Jean-Baptiste de la Salle (BEPC et BAC D).
 1974-1978: Université du Bénin, LOME (Togo) (DEUG, Licence et Maîtrise es sc. économiques).
 1978-1980 : Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) de la BCEAO à Dakar (Sénégal).

Emplois occupés et expérience professionnelle

Mars 2010 – Déc. 2012 : Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (supervision, par délégation, des travaux d'élaboration du budget et du suivi de son exécution à travers la tutelle de la direction générale du budget (DGB), de la direction générale du contrôle des marchés publics, du patrimoine et du contrôle financier.

Sept. 2002 – Mars 2010 : Secrétaire permanent du suivi des politiques et programmes financiers (SP-PPF) au Ministère des finances et du budget (Ministère de l'économie et des finances à compter de 2007). A ce titre, suivi des réformes des finances publiques, coordination de l'élaboration du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), coordination des négociations des programmes avec le FMI et de la mise en œuvre ainsi que des programmes d'appui budgétaires avec les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux à travers le Cadre général d'organisation des appuis budgétaires en soutien à la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CGAB-CSLP).

Juil. 2001 – Sept. 2002 : Secrétaire exécutif du Secrétariat technique pour la coordination des programmes de développement économique et social (STC-PDES) au Ministère de l'économie et des finances. A ce titre, coordination et suivi de la mise en œuvre des programmes avec le FMI, des réformes budgétaires et de

façon plus générale, des politiques sectorielles dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), incluant les programmes financés par les ressources de l'Initiative PPT. Par ailleurs, supervision des travaux d'élaboration du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT).

- Juil. 2001- Sept. 2002 : Conseiller technique du Ministre de l'économie et des finances
- Mars 96 - Déc. 2000 : Chargé de Missions, Chef du Département des Affaires économiques et financières au Premier ministre.
- Juin 80 - Mars 96 : Agent d'encadrement supérieur à la BCEAO - Siège, Dakar (Sénégal), respectivement aux postes ci-après:
- Jan. 1995 - Mars 1996 : Chargé des Opérations de placements, de change et sur or au Service des Placements, Direction des Opérations Financières,
- Juin 1992 - Déc. 1994 : Chargé de la section Analyse & Synthèse au Service des finances publiques, Direction Centrale des Etudes,
- Juil. 1988 - Déc. 1992 : Chargé de la section Dette & financements extérieurs,
- Juin 1980 - Juil. 1988 : Chargé des Publications au Service des statistiques, de la documentation et des archives, Direction Centrale des Etudes.

Réunions, séminaires et stages a l'étranger et au Burkina

- Washington DC, 16-19 novembre 2012 : chef de la délégation burkinabé à la conférence sur les maladies tropicales négligées, organisée conjointement par la Banque mondiale et la fondation Bill et Melinda Gates
- Seoul (Corée du Sud), 29 nov.- 1er déc. 2011 : Chef de la délégation burkinabé au 4ème forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide
- Séoul (Corée du Sud), 15 sept. 2010 : Chef de la délégation du Burkina Faso au forum ministériel sur la coopération économique Corée du Sud - Afrique
- Accra (Ghana), 4 – 8 sept. 2008 : Chef de la délégation du Burkina Faso au 3ème forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide
- Hanoï (Vietnam), 6 – 10 février 2008 : participation au forum sur l'harmonisation de l'aide
- 2006 – 2008 : membre du groupe de travail ad hoc de l'OCDE sur la gestion des finances publiques, institué dans le cadre du suivi de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide
- Cape Town (Af. du Sud), 3 - 4 mai 2005 : forum des praticiens de l'appui budgétaire général
- Paris (France), 1er – 2 mars 2005 : participation au 2ème forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide
- 2004 – 2006 : participation aux séances plénières du partenariat stratégique avec l'Afrique (Jan. 2004 Tunis, Johannesburg (jan. 2005), Accra (jan. 2006) et aux travaux du groupe de réflexion du PSA sur l'appui budgétaire
- Dakar (Sénégal), 2 - 3 juin 2004 : conférence ministérielle sur « les implications de la gestion axée sur les résultats, du cadre des dépenses à moyen terme et de l'appui budgétaire pour les finances publiques ».
- Marrakech (Maroc), fév. 2004 : Conférence sur l'harmonisation de l'aide, organisé conjointement par le groupe de la BAD et la Banque Mondiale.
- Dakar (Sénégal), 3-21 avril 2000 : séminaire Banque Mondiale/BIT /CESAG sur la passation des marchés de fournitures et d'équipements
- Ouagadougou (Burkina Faso), jan. 2000 : séminaire sur le traité OHADA et les actes uniformes, organisé par le Premier Ministre.
- Ouagadougou (Burkina Faso), 9-13 août 1999 : séminaire - atelier sur le SYSCOA (le manuel de procédures: enjeux et modalités pratiques d'élaboration » organisé par le cabinet PANAUDIT)

- Ouagadougou (Burkina Faso), 7-18 juin 1999 : séminaire sur le SYSCOA : théorie et pratique, organisé par la Coordination du PAA avec l'appui des cabinets MINOUNGOU et PANAUDIT
- Washington DC, 13-18 mars 1999 : Conférence sur le partenariat USA/Afrique dans la perspective du 21ème siècle
- Washington DC, 17-25 oct. 1997 : séminaire sur les aspects juridiques des privatisations, organisé par l'Institut de Droit International (ILI) de Washington, en collaboration avec l'Université de Georgetown
- Singapour, 19-23 mai 1997 : séminaire sur l'organisation et les fonctions d'une agence de promotion des investissements, organisé par l'Office de Développement de Singapour
- Washington DC, 25 jan.-2 fév. 1997 : mission auprès du FMI et de la Banque Mondiale pour l'élaboration du dossier d'éligibilité du Burkina à l'initiative PPTE
- Abidjan (Côte d'Ivoire), 21 - 30 mai 1995 : séminaire international sur la gestion des devises, organisé par le groupe Citibank.
- Paris, France : Participation aux négociations du Club de Paris sur la dette extérieure du Togo (Fév. 1995), de la Côte d'Ivoire (Déc. 1991), du Bénin (Nov. 1991) et du Burkina (Juin 2002)
- Dakar (Sénégal), 1991 : Participation aux travaux de mise en place des indicateurs de surveillance budgétaire des pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA)
- 1990 - 1994 : participation à divers groupes de travail institués dans la zone franc : Groupes de travail sur l'Épargne, les assurances et la prévoyance sociale)
- Mai -juin 1992 : participation à une mission conjointe CNUCED/BCEAO d'évaluation des systèmes et structures de gestion de la dette dans les pays membres de l'UMOA
- Cotonou (Bénin), Fév. 1992 : membre du comité technique préparatoire du séminaire du conseil des ministres de l'UMOA sur la coordination des politiques budgétaires nationales et l'harmonisation des programmes d'ajustement
- Genève (Suisse), Sept. 1991 : séminaire de présentation de la 4ème version du Système de Gestion et d'Analyse de la Dette (SYGADE) de la CNUCED
- Washington DC, Avril -Juin 1991 : cours de statistiques de finances publiques de l'Institut du FMI
- Sali Portudal (Sénégal), Avril 1991 : membre du comité technique du séminaire du conseil des ministres de l'UMOA sur l'intégration économique des pays membres de l'UMOA, dont les conclusions ont guidé les travaux ayant abouti à la création de l'UEMOA en 1994
- Dakar (Sénégal), Avril 1990 : cours décentralisé de statistiques monétaires et bancaires de l'Institut du FMI, organisé conjointement avec le COFEB
- Ouagadougou (Burkina Faso), Jan. 1990 : membre du comité technique du séminaire du conseil des ministres de l'UMOA sur la coordination des politiques budgétaires nationales et de la politique monétaire commune
- Mai - Juin 1986 : mission itinérante d'information de la BCEAO sur les systèmes productifs des pays membres de l'UMOA
- Dakar (Sénégal), Avril -Juin 85 : Cours de statistiques et techniques de recherches au Centre Africain d'Etudes Monétaires (CAEM)

Autres informations

- 2010-2012 : Président du Comité de pilotage pour l'implantation du budget programme au Burkina
- 2010-2011 : Président du Conseil des Ministres de l'Autorité de développement intégré du Liptako Gourma (ALG) qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger
- 2011 : Représentant du Burkina Faso au Conseil des Ministres du Fonds africain de garantie du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Togo)
- 2008 - 2012 : Président du comité de politique fiscale : élaboration du projet de réforme de la politique fiscale adopté en octobre 2008, suivi de sa mise en œuvre et proposition de mesures dans le cadre de la dynamique des réformes des finances publiques et de l'économie nationale
- Mai – juil. 2009 : Président de la commission interministérielle de réflexion sur les difficultés de la filière coton chargée d'élaborer un rapport sur la situation de la filière et

de formuler des propositions de recommandations et de plan d'actions pour la conduite de réformes en vue de la restructuration de la filière

- Avril – juin 2007 : coordination de l'équipe gouvernement/PTF de supervision de l'évaluation PEFA (Evaluation de la performance de la gestion des finances publiques)
- Avril 2007 : Président du comité interministériel d'élaboration de l'avant-projet de politique nationale de lutte contre la corruption, de l'avant projet de loi portant création de l'Autorité supérieure de contrôle d'État (ASCE) et du projet de décret portant organisation et fonctionnement de ladite autorité
- Oct. 2004 – mai 2005 : membre du groupe de pilotage de l'évaluation de l'appui budgétaire général (ABG) conduite sous l'égide du Comité d'aide au développement de l'OCDE. dans sept pays (Burkina, Malawi, Mozambique, Rwanda, Ouganda, Nicaragua et Vietnam) A ce titre, coordonateur du groupe national de suivi de l'étude au Burkina Faso
- 2003 – 2005 : Président du Comité de pilotage du Plan d'actions pour le Renforcement de la Gestion Budgétaire (PRGB) adopté en 2002. Ce plan a constitué le cadre de référence des réformes des finances publiques et de dialogue dans ce domaine avec les partenaires techniques et financiers
- Mars 1999 : Président du Comité national d'organisation de la première rencontre Gouvernement/Secteur privé tenu à Bobo-Dioulasso en juillet 2000
- Membre de divers autres comités et commissions institués au plan national, notamment : Comité national de politique économique, Comité national de la dette publique, Comité de pilotage des projets informatiques, Comité de suivi de l'exécution budgétaire et de la trésorerie publique, Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique
- 2006 – 2007 : Représentant du Burkina Faso au Conseil d'orientation du Centre d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest)

Membre de Conseils d'Administration

- 1997-2000 : représentant du Premier ministre au Conseil d'administration de la Banque internationale du Burkina (BIB).
- Membre du Conseil d'administration de la Société nationale burkinabé d'hydrocarbures (SONABHY) de 1997 à 2000 au titre du Premier ministre et de 2008 à 2009 au titre du Ministère de l'économie et des finances.

Technologies de l'information et de la communication :

- Bonne connaissance de Word, Excel et PowerPoint.
- Bonne maîtrise de l'Internet.

Loisirs

Lecture, cinéma, musique, voyages.

Langues

Mooré : Langue maternelle;

Français : Parlé, lu et écrit correctement;

Anglais : Parlé, lu et écrit (assez bien).

Distinctions honorifiques :

- Chevalier de l'Ordre National (décembre 2000).
- Officier de l'Ordre National (décembre 2008).